



Lisses, le 15 avril 2008

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
D'ILE-DE-FRANCE
GROUPE DE SUBDIVISIONS DE L'ESSONNE
1, AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91090 LISSES
<http://www.ile-de-france.drire.gouv.fr>

Téléphone : 01.69.11.19.21
Télécopie : 01.69.11.19.20

J:\PALAISEAU_ENVIRONNEMENT\CDH\RAPPORT\sleever.doc
N/Réf. : D/3ESP/DG/ 00341
Code : RAPAUTO

Objet : ICPE – Société SLEEVEVER INTERNATIONAL à MORANGIS

Réf. : Lettre DCI n° 2006-6195 du 13 décembre 2006.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre ci-dessus référencée, monsieur le préfet de l'Essonne nous a transmis le 15 décembre 2006, le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande visée en objet ainsi que diverses pièces devant y être versées.

Ce rapport examine le caractère acceptable de la demande.

Il propose de saisir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur les suites administratives réservées à l'instruction du dossier visé en objet.

I/ CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

I-1 – Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	A, S, D, C, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2450	2-a	A	Imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textile etc., utilisant une forme imprimante : Héliogravure, flexographie et opération connexe aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contre collage ou le vernissage.	imprimerie	Quantité totale de produits consommés pour revêtir le support	Quantité de produits consommée supérieure à 200 kg/j	- 6 lignes héliogravure consommant chacune 400 kg/j, - 3 lignes flexographie consommant chacune 320 kg/j d'encre UV contenant moins de 10 % de solvants organiques (la quantité équivalente doit être divisée par 2) Consommation totale : 2 880 kg/j.
1432	2-b	DC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.	Stockage de liquides inflammables	Quantité équivalente stockée	La quantité stockée supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Stockage des solvants et des encres (cuves extérieures, fûts et bidons extérieurs) représentant une capacité équivalente de 11 m ³ .
1433	A-b	DC	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. A- Installation de simple mélange à froid	Préparation des encres	Quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente	Quantité supérieure à 5 t mais inférieure à 50 t	Magasin des encres (cuves intérieures) Capacité équivalente : 17,5 t
1433	B-b	DC	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables B- Autre installation que le simple mélange à froid	Distillation de solvant et installation de lavage aux solvants	Quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente	Quantité supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t	- Unité de distillation de solvants : quantité 0,8 t, - Unité de lavage de solvants : quantité 0,4 t Total : 1,2 t
2661	2-b	D	Transformation de polymères, matières plastiques, caoutchouc... 2. par des procédés exclusivement mécaniques (sciage, découpage, ...)	Scellage des films plastiques	Quantité de matières susceptible d'être traitée	Quantité supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	5 machines de scellage, permettant une production de 10 t/j
2662	b	D	Stockage de polymères, matières plastiques	Stockage de film plastique	Quantité de matières stockées	Quantité supérieure ou égale à 100 m ³ mais inférieure à 1 000 m ³	Films plastiques en bobines sur palettes, représentant un volume de 250 m ³
2920	2-b	D	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques.	Compresseur et climatiseur	Puissance absorbée	> à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	- 1 compresseur + sécheur air comprimé P= 90+2 kW, - Climatisation : 176 kW - Eau glacée P= 45 kW Puissance totale : 313 kW
2910	A-2	DC	Installation de combustion fonctionnant exclusivement au gaz naturel	Chaudières gaz 2 make-up (sécheur)	Puissance thermique	Puissance thermique supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	- chaudière de 1,43 MW, - 2 make-up : 1,6 MW Puissance thermique totale : 3,03 MW

I-2 – Description de l'établissement et situation administrative

Activités

La société SLEEVE INTERNATIONAL est un groupe familial créé en 1973. Le groupe a mis au point et développé une nouvelle technologie de protection et de décor des emballages : « le sleeve ».

Le sleeve est une étiquette tubulaire, élaborée à partir de films plastiques de caractères techniques spécifiques, notamment pour ce qui concerne sa thermo-rétractabilité. Cette propriété permet en effet à l'emballage de se resserrer autour des objets qu'il enveloppe lorsque ces films sont exposés à une source de chaleur modérée.

Ces films plastiques sont préalablement imprimés à plat, formés en tube par collage à froid de deux rives puis découpés en étiquettes.

L'utilisation des étiquettes requiert des machines spéciales de pose.

Le groupe SLEEVE INTERNATIONAL exerce son activité dans l'ensemble de ce domaine et conçoit également des machines liées à cette activité.

Les installations de MORANGIS sont vouées à l'impression et la fabrication des sleeves (la fabrication des films plastiques n'est pas réalisée sur le site de MORANGIS, mais sur un autre site du groupe).

La capacité de production annuelle du site est de l'ordre de 2 500 tonnes de sleeves.

Les clients de la société SLEEVE INTERNATIONAL sont principalement :

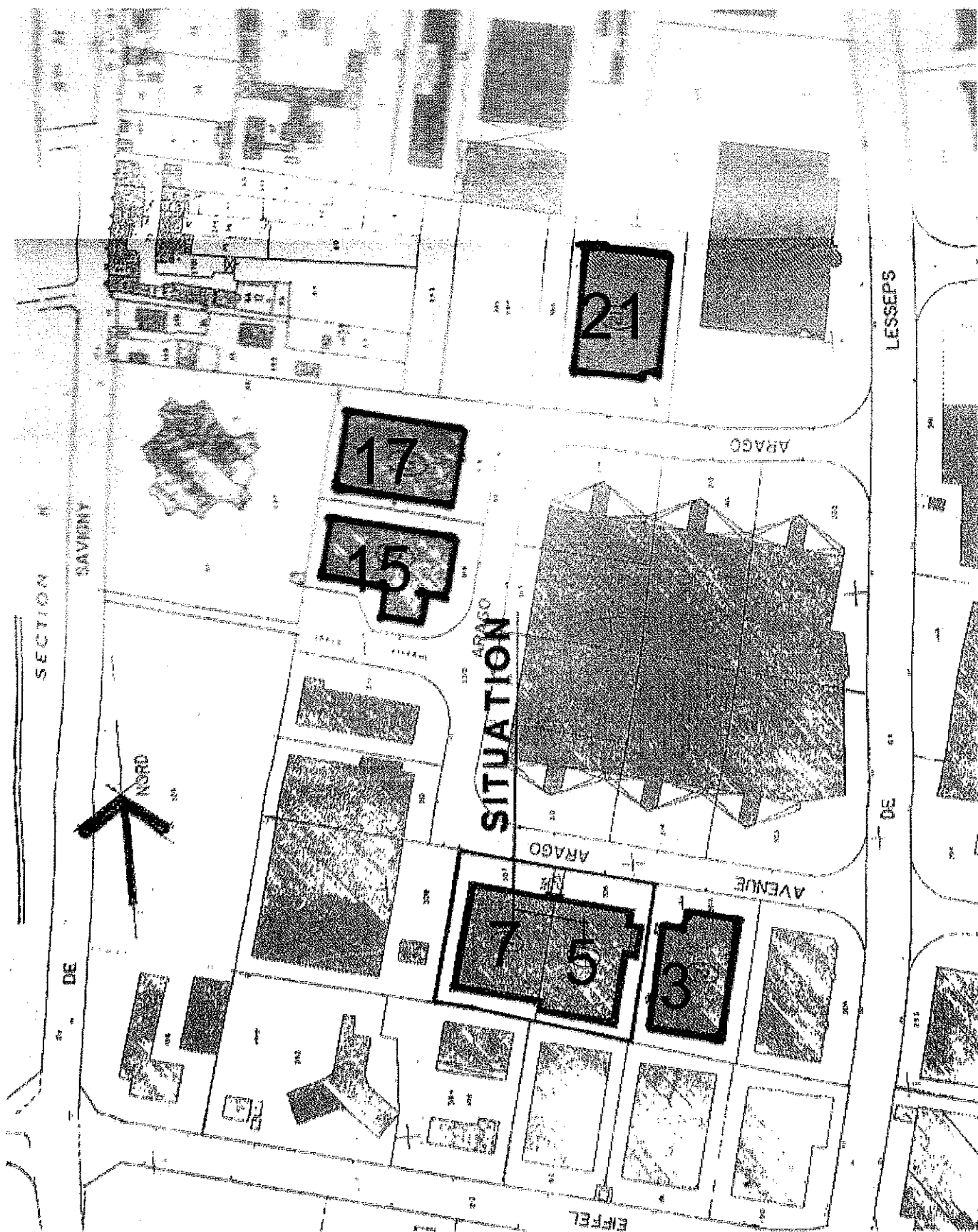
Grand public :

- L'OREAL,
- PROCTER ET GAMBLE,
- DANONE
- UNILEVER,
- NESTLE

Industrie :

- SAFT,
- HENKEL ADHESIFS,
- GRAHAM PACKAGING
- CEBAL

Le site de MORANGIS comporte six bâtiments situés sur la Zone Industrielle le Val ; ces locaux sont tous accessibles par l'Avenue ARAGO, en forme de « U », qui débouche dans la rue Ferdinand de Lesseps. Le plan ci-après illustre l'emplacement du site dans la zone industrielle :



Ministère de l'Écologie,
du Développement et
de l'Aménagement durables

Les activités suivantes sont déjà exploitées ou projetées dans les bâtiments ci-dessus repérés :

- imprimerie héliogravure, bâtiment 3,
- fabrication de sleeves, bâtiment 5,
- imprimerie flexographie (projet), bâtiment 7,
- stockage de matières plastiques, bâtiment 21.

Les autres bâtiments abritent des activités de bureaux et de conception.

Les dimensions des terrains et des bâtiments abritant les activités industrielles, sont les suivantes :

	TERRAIN (en m ²)	BÂTI (en m ²)
Bâtiment N°3	2 688	1 434
Bâtiment N°5	2 496	1 447
Bâtiment N°7	2 418	1 421
Bâtiment N°21	3 542	1 836
Totaux	11 144	6 138

La société SLEEVE INTERNATIONAL emploie 347 personnes (au 31/12/2004).

Situation administrative

L'usine SLEEVE INTERNATIONAL de MORANGIS est déjà autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par les arrêtés préfectoraux n°91-2964 du 28 août 1991 et n° 2006-0016 du 19 janvier 2006 (arrêté complémentaire actant la mise en place du schéma de maîtrise des émissions, détaillé au chapitre 2 ci-après).

Des changements sont intervenus dans la nature et les équipements du site, notamment :

- augmentation du nombre des lignes d'impression,
- mise en place d'une installation automatique de préparation et de réutilisation des encres.

L'exploitant projette également d'augmenter le nombre des lignes d'impression par la mise en place de 3 lignes de flexographie utilisant des encres UV (non générateurs de Composés Organiques Volatils, COV).

Ce dossier prend en compte l'augmentation du volume d'activité autorisé dans l'arrêté du 28 août 1991 et également l'augmentation précitée.

Ce dossier constitue donc à la fois une régularisation administrative et une demande d'autorisation.

I-3 – Description de l'environnement du projet

Le site est implanté en zone industrielle «le Val» de la commune de MORANGIS, au Sud de la route Départementale D118 qui relie la Nationale 7 à l'autoroute A6. L'extrait de carte ci-dessous illustre l'emplacement de ce projet :



Le terrain de la société est entouré de bâtiments industriels. Les premières habitations se situent à environ 160 m, et une école primaire est implantée à 120 m au nord du bâtiment n°21.

Le site se trouve en zone UI du POS.

I-4 – Capacité technique et financière

Le groupe SLEEVE INTERNATIONAL possède de nombreux sites, notamment à l'étranger. Il a acquis depuis de nombreuses années une expérience qui lui permet de faire face à ses obligations en matières industrielles et de protection de l'environnement. Le tableau ci-dessous donne des indications financières (en k€) pour les exercices 2003 et 2004 :

	2003	2004
Chiffre d'affaire	49 379	50 146
Résultat comptable	911	1 664
Total d'actifs bruts	35 164	35 213
Total d'actifs nets	28 819	29 841

2/ PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

L'étude d'impact jointe au dossier présente successivement les principales sources de nuisances et de pollution que le projet peut engendrer.

Les moyens préventifs et curatifs pour maîtriser ces impacts sont également étudiés.

2-1 Circulation routière :

S'agissant plus spécifiquement du trafic routier, le nombre de véhicules transitant quotidiennement sur le site est le suivant :

- 3 à 4 Poids lourds,
- 150 à 200 voitures individuelles.

2-2 Pollution de l'air :

SLEEVEVER INTERNATIONAL utilise notamment comme technique d'impression l'héliogravure. Cette technique sur le type de support utilisé, nécessite un séchage instantané des encres appliquées. Ce séchage est favorisé par adjonction de solvant aux encres. A cet effet, l'entreprise utilise de l'alcool N propyle et de l'acétate d'éthyle qui sont des COV. Ces solvants ne sont pas classés « à phrase de risque » et ne relèvent pas de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'arrêté précité, impose diverses mesures de réduction des émissions de COV, qui sont applicables à cette installation. Les installations ont notamment le choix entre :

- le respect de valeurs limites pour les émissions canalisées et diffuses, choix qui leur impose de mettre en place des dispositifs coûteux de filtration ou de récupération (incinérateur, charbons actif, biofiltre,...),
- la réduction à la source par la mise en place d'un Schéma de Maîtrise des Emissions (SME).

Un tel schéma garantit que le flux total d'émission de COV de l'installation ne dépasse pas le flux, appelé Emission Annuelle Cible (EAC), qui serait atteint par une application directe des valeurs limites d'émissions canalisées et

diffuses. Cette réduction peut s'opérer par exemple, par la substitution d'encre solvantée par des encres aqueuses ou UV.

C'est la solution qui a été adoptée par SLEEVE INTERNATIONAL. Ce choix a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006-0016 du 19 janvier 2006 dont les prescriptions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint. Cet arrêté a été rédigé conformément aux instructions de la circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable en date du 23 décembre 2003 relative aux modalités de mise en place du schéma de maîtrise des émissions. Pour l'activité exercée par SLEEVE, les émissions de COV (canalisées + diffuses) doivent être inférieures à l'EAE qui correspond à 1kg de COV par kg d'extraits secs utilisés. L'extrait sec correspond à la quantité de produit restant sur le support. Dans les encres utilisées, l'extrait sec est de l'ordre de 50 à 55% de la quantité totale d'encre, le restant étant la partie solvant nécessaire à l'application de l'extrait sec.

En 2006 et 2007 les émissions ont été les suivantes :

	Réel 2006 (en kg)	Réel 2007 (en kg)
Achat encres solvantées	263 877	213 363
Achat encres à l'eau	7 937	51 880
Achat encres UV	7 900	13 205
Total achat encre	279 714	278 448
Extraits secs dans encres	154 680	156 436
Emission cible annuelle	154 680	156 436
Solvants dans encres	121 383	98 147
Solvant d'allonge	325 082	342 926
Rétention dans support	111 616	0
Solvants dans déchets	54 825	60 656
Emissions totale de COV	391 640	380 417

L'application stricte du schéma de maîtrise des émissions aurait donc dû conduire la société SLEEVE INTERNATIONAL à émettre pour l'année 2006 et 2007 respectivement 154 et 156 tonnes de COV. Or, comme l'indique le tableau ci-dessus, les émissions pour ces années ont été de 391 et 380 tonnes. Cette société n'a donc pas respecté son schéma de maîtrise des émissions. Dès réception du plan de gestion de solvant (« bilan solvant ») pour l'année 2006, cette société a été mise en demeure de respecter son SME et un procès verbal a été dressé. Le 7 avril 2008, nous avons rencontré les dirigeants de cette société. Nous avons donc constaté que le SME n'était toujours pas respecté pour 2007. Ils nous ont indiqué que cet état de fait était en partie dû à des problèmes d'ordre techniques. En effet, les essais qu'ils ont effectué lors du premier semestre sur les encres à l'eau semblaient concluant en phase de test. Malheureusement, le passage en phase industrielle n'a pas donné lieu à des résultats probants. Ils ont donc poursuivi leurs essais et ont fini par trouver un primaire « d'accroche » répondant à leurs attentes. Les données pour les 3 premiers mois de l'année 2008 valident ce nouveau process et montrent une forte augmentation des encres à l'eau (la moyenne mensuelle en 2007 était d'environ 4 300 kg) comme indiqué dans le tableau ci-après :

	Janvier (kg)	Février (kg)	Mars (kg)
Achat encres solvantées	17 751	14 845	16 184
Achat encres à l'eau	9 827	7 649	11 064
Achat encres UV	2 113	1 130	1 297
Total achat encre	29 691	23 624	28 545
Extraits secs dans encres	17 005	13 277	16 011
Emission cible annuelle	17 005	13 277	16 011
Solvants dans encres	8 165	6 829	7 445
Solvant d'allonge	25 581	25 947	24 765
Rétention dans support	0	0	0
Solvants dans déchets	7 327	5 417	14 450
Emissions totale de COV	26 419	27 359	17 760

On constate que les émissions de COV pour le mois de mars sont proches de l'émission cible. L'exploitant nous a indiqué que cette tendance devrait être vérifiée lors du second trimestre, d'une part par l'augmentation de la quantité d'encre à l'eau dans la production et d'autre part, par la mise en place des nouvelles lignes flexo aux encres UV (100% d'extraits secs), principal objet de la demande d'autorisation. L'augmentation du nombre de lignes d'imprimerie contribuera donc à terme à réduire les émissions totales de COV de cette installation.

Néanmoins, le non respect du schéma de maîtrise des émissions pour l'année 2007 nécessite la mise en œuvre de nouvelles sanctions qui seront proposées par ailleurs.

2-3 Pollution de l'eau :

L'environnement du site ne présente pas de sensibilités particulières au niveau de la ressource en eau. Aucun cours d'eau ni captage ne sont présents à proximité du site. L'eau utilisée provient du réseau d'eau potable de la ville. Elle est uniquement utilisée sur le site pour les besoins sanitaires et la consommation du personnel. Il n'y a pas d'utilisation de l'eau à des fins industrielles. En effet, les différents outillages utilisés lors des fabrications par des encres aqueuses sont nettoyés par des solvants. Ces solvants dès saturations sont ensuite distillés. Les boues obtenues lors de cette opération sont ensuite évacuées vers les filières appropriées.

Il n'y a donc pas de rejet d'eau industrielle.

Les eaux usées sont acheminées, via le réseau communal, à la station de VALENTON.

Les eaux pluviales de toiture et de ruissellement sont dirigées directement dans le réseau d'eaux pluviales de la zone. Ces eaux transitent ensuite dans un bassin d'orage situé sous le parking de la mairie avant leur rejet au milieu naturel (l'yvette). Ce bassin dispose d'un séparateur à hydrocarbures.

Concernant le confinement des éventuelles eaux d'incendie, l'exploitant envisage la mise en place de 5 vannes d'isolement afin de les bloquer au niveau des ateliers et des canalisations.

2-4 Pollution sonore :

La mesure des émissions sonores réalisée indique que sur un des points de mesures (zone à émergence réglementée), l'émergence est dépassée en période nocturne. L'exploitant a indiqué qu'une solution sera mise en place afin de respecter les seuils réglementaires admissibles.

2-5 Impact sanitaire :

L'étude d'impact sanitaire a traité successivement les 4 étapes fondamentales de la démarche d'évaluation du

risque sanitaire : identification des cibles, des dangers, de l'exposition et conclusion en terme d'impact.

Une modélisation de la dispersion atmosphérique (l'acétate d'éthyle, COV le plus utilisé sur site, a été retenu comme polluant traceur de risque) a été réalisée. Cette modélisation conclut que les risques par inhalation des polluants attribuables aux rejets atmosphériques de l'installation sont considérés sans effets sur la santé des populations avoisinantes.

Cette étude nous paraît proportionnée aux enjeux sanitaires liés au site.

3/ PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

Le risque principal identifié dans l'étude des dangers est celui de l'incendie. Les scénarios retenus dans l'étude des dangers concernent l'incendie d'une des installations ci-dessous :

Bâtiments	Installations retenues	Superficies (m ²)	Quantité de produits (tonnes)
3	Stockage principal de solvants	24	10,8
3	Stockage d'encres solvantées	108	17,1
21	Stockage de matières plastiques	1 400	300

Les effets d'incendie peuvent d'une part émettre des flux thermiques pouvant entraîner des dommages sur les hommes ou les structures et, d'autre part, provoquer une pollution atmosphérique susceptible d'impacter la population environnante.

3-1 Calcul des flux thermiques :

Les seuils des effets thermiques retenus sont ceux définis dans l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, à savoir :

pour les structures :

- 5 kW/m² : destruction significative des vitres,
- 8 kW/m² : effets dominos, dégâts graves,
- 16 kW/m² : dégâts très graves, hors structures béton,
- 20 kW/m² : dégâts très graves,
- 200 kW/m² : seuil de ruine en quelques minutes sur le béton.

Pour l'homme :

- 3 kW/m² : seuil des effets irréversibles délimitant « la zone de dangers significatifs pour la vie humaine »,
- 5 kW/m² : seuils des effets létaux délimitant « la zone des dangers graves pour la vie humaine »,
- 8 kW/m² : seuils des effets létaux significatifs délimitant « la zone des dangers très graves pour la vie humaine »,

L'ensemble de ces flux thermiques a été calculé pour chaque hypothèse retenue. Ces flux sont les suivants :

Incendie du stockage principal de solvants :

Les flux thermiques reçus à différentes distances sont les suivants :

Incendie du stockage principal de solvants :

Les flux thermiques reçus à différentes distances sont les suivants :

- 3 kW/m² : 11,5 m,
- 5 kW/m² : 7,9 m,
- 8 kW/m² : 4,8 m,
- 16 kW/m² : 0,5 m,
- 20 kW/m² : non atteint,
- 200 kW/m² : non atteint.

Vu l'emplacement de ce stockage, les flux thermiques calculés restent confinés à l'intérieur des propriétés.

Incendie du stockage encres solvantées :

Les flux thermiques reçus à différentes distances sont les suivants :

- 3 kW/m² : 16,2 m,
- 5 kW/m² : 12,8 m,
- 8 kW/m² : 9,1 m,
- 16 kW/m² : 4,2 m,
- 20 kW/m² : non atteint,
- 200 kW/m² : non atteint.

Compte tenu de la structure du local (notamment mur en béton coupe-feu de degré 2 heures) il apparaît que les flux thermiques restent confinés à l'intérieur du local de stockage des encres.

Incendie du stockage de matières plastiques :

Les flux thermiques reçus à différentes distances sont les suivants :

- 3 kW/m² : 20 m,
- 5 kW/m² : 17,2 m,
- 8 kW/m² : 9,6 m,
- 16 kW/m² : 2,5 m,
- 20 kW/m² : 0,7 m,
- 200 kW/m² : non atteint.

Il apparaît que ces effets thermiques calculés impactent les bâtiments voisins. L'exploitant a donc cherché des solutions techniques à mettre en place afin qu'un possible incendie ne puisse porter atteinte aux constructions riveraines de ce bâtiment. Il a donc proposé :

- de séparer par un mur coupe-feu de degré 2 heures le bâtiment en 2 cellules distinctes A et B dans le sens de la longueur,
- de rendre coupe-feu également de degré 2 heures (par la pose d'un flocage) les parois Nord et ouest de la ½ cellule dédiée au stockage.

Cette solution a été validée par un calcul de flux thermique qui indique que le flux de 5 kW/m² n'est pas atteint.

3-2 Pollution atmosphérique :

L'étude de dangers comporte une analyse des différents composés qui peuvent apparaître par décomposition thermique lors d'un incendie. Les produits susceptibles d'être brûlés au cours d'un incendie sont majoritairement des encres ou des solvants mais également des matières plastiques.

Compte tenu de la relative faible quantité de produits inflammables présents sur le site, l'exploitant a considéré qu'une simulation de la toxicité et de l'opacité des fumées était inutile.

3-3 Moyens internes de lutte contre l'incendie :

Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs portatifs,
- des Robinets d'Incendie Armés (RIA),
- une installation d'extinction automatique (uniquement sur les bâtiments de production 3,5 et 7).

4/ CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par l'arrêté préfectoral n° 2006.PREF.DCI3/BE0138 du 20 juillet 2006. Elle s'est déroulée du 25 septembre 2006 au 26 octobre 2006 inclus sur les 9 communes suivantes : MORANGIS, PARAY-VIELLE-POSTE, SAVIGNY-SUR-ORGE, WISSOUS, LONGJUMEAU, JUVISY-SUR-ORGE, ATHIS-MONS, EPINAY-SUR-ORGE et CHILY-MAZARIN.

Le registre d'enquête publique ne comporte aucune observation.

Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a émis un **avis favorable**.

Avis des conseils municipaux

Les conseil municipaux de CHILY-MAZARIN, MORANGIS, JUVISY-SUR-ORGE et d'ATHIS-MONS lors de leur séance respective du 26 septembre 2006 et des 16, 24 et 19 octobre 2006, ont émis un **avis favorable**.

Les autres conseils municipaux n'ont pas fait part de leurs avis.

Avis des services consultés

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, dans son avis en date du 8 septembre 2006, indique que ce projet n'appelle pas d'observation de sa part.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans son avis du 10 avril 2008 propose des prescriptions techniques qui ont été entièrement reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

La Direction Départementale de l'Equipeement dans son avis du 27 septembre 2006, confirme que le projet est compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur de la MORANGIS.

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, dans son avis du 6 novembre 2006 a émis un **avis favorable**.

Le service Départemental du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle dans son avis en date du 3 octobre 2006 rappelle certaines des dispositions liées au code du travail et émet un **avis favorable** sous réserve que

l'avis du CHSCT sur le dossier soit communiqué. L'avis du CHSCT en date du 6 novembre 2006 nous a été transmis et cet avis est favorable au projet de régularisation .

Le Service de Navigation de la Seine, dans son avis en date du 8 mars 2007, indique que ce projet n'appelle pas d'observation de sa part.

Le Service régional de l'archéologie, dans son avis du 2 mars 2007, souligne que si dans un délai de 2 mois à compter du 23/02/2007 aucune prescription n'a été édictée, le projet ne donnera pas lieu à des prescriptions archéologique.

5/ AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

5.1. Analyse des avis émis et des réponses apportées

Les observations ou demandes exprimées lors de la procédure ont soit obtenu une réponse de l'exploitant, soit été reprises dans le projet d'arrêté ci joint.

5.2. Avis de l'inspection

En ce qui concerne les nuisances et dangers potentiels vis-à-vis de l'environnement et du voisinage pouvant être engendrés par les installations projetées, les mesures et moyens mis en place dans l'établissement sont de nature à réduire les risques, tant en fonctionnement normal qu'en situation accidentelle.

6/ CONCLUSION

Considérant les risques et nuisances potentiels présentés par les installations évoquées ci avant ; les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement peuvent être prévenus par les mesures techniques contenues dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ci-annexé.

Aussi, nous proposons que la demande présentée par la société en objet reçoive une suite favorable.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, le présent rapport auquel est joint un projet de prescriptions doit être soumis au préalable à l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques.

